

# ROYALISTE

NAF

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

DU 28 AVRIL AU 11 MAI 1977

7<sup>e</sup> ANNÉE - N° 247 - 3,50 F

## BARRE

# REMONTE : plus 20000 chômeurs



## repères

Plus ça change et plus ça continue. L'État-Giscard a multiplié cette quinzaine encore les preuves de son incapacité. En nous entraînant au Congo dans le soutien de cette planche pourrie de Mobutu, sorte d'Amin Dada du pauvre (centrale de Michel Dohis). Et en se révélant inapte à définir une politique sérieuse contre un chômage qui devient angoissant et pas seulement en Lorraine, et dont François Toucy analyse la situation. Va-t-on vers une explosion sociale entraînée par le malthusianisme économique giscardien? C'est à craindre (éditorial de Bertrand Renouvin). Pour le profit de la gauche institutionnelle bien sûr. Mais la nature de cette explosion peut être profondément modifiée par le réveil des marginaux dont l'importance est une fois de plus sous-estimée par la classe politique. Le succès d'un journal comme Libération analysé par Philippe Delaroche devrait pourtant l'alerter. Pour déboucher sur un enfer totalitaire comme au Cambodge (chronique Lire). C'est un risque, tout de même minime, en France. A nous de travailler à faire de la révolution latente un nouveau Moyen Age, ce Moyen-Age calomnié que Régine Pernoud réhabilite (article de B. La Richardais). Cela suppose la libération du levier politique, mais aussi la découverte d'un sacré qui seul connaît et sauve la sourire et les larmes (Idées de Gérard Leclerc). L'un et l'autre sont liés. C'est la grandeur de Jeanne d'Arc de l'avoir compris (article de Philippe Cournarie). Faute de mettre à profit sa grande leçon de politique générale, nous laisserions la France devenir une seconde Italie (dont Denys Renault analyse les convulsions)? Nous n'en avons pas le droit.

## ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris  
Téléphone : 742-21-93  
Abonnement 3 mois 25 F.  
Abonnement 6 mois 45 F.  
Abonnement 1 an 80 F.  
Abonnement de soutien 150 F.  
C. C. P. 18 10406 N Paris 7  
Directeur de la Publication :  
Yvan AUMONT  
Les illustrations et les photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel, et sont la propriété du Journal.  
Imprimé en France  
diffusion N.M.P.P.

royaliste 247 - page 2

## la presse au crible

### le nouvel impérialisme américain

Tandis que M. Giscard d'Estaing enfourche la chimère européenne, les États-Unis du bon Jimmy Carter mettent en ce moment au point les nouvelles armes de leur politique impériale. C'est ce que montre la revue *ECONOMIA* (avril 1977) dans une étude sur l'agriculture américaine. Pour Jimmy Carter il s'agit en effet de libérer les formidables capacités productives de l'agriculture américaine pour s'assurer le contrôle du marché mondial de l'alimentation, sans pour autant perturber leur marché intérieur. En d'autres termes, faire de l'agriculture l'une des composantes essentielles de la puissance extérieure des États-Unis.

Pour atteindre cet objectif, l'agriculture américaine doit s'ouvrir encore davantage aux multinationales de l'*agri-business* qui détiennent les capitaux, effectuer une révolution technologique et éliminer de son organisation ses membres les plus faibles,

Pour atteindre cet objectif, l'agriculture américaine doit s'ouvrir encore davantage aux multinationales de l'*agri-business* qui détiennent les capitaux, effectuer une révolution technologique et éliminer de son organisation ses membres les plus faibles, les exploitations pas assez compétitives pour le marché mondial.

#### LE POUVOIR ALIMENTAIRE

Cela ne se passera pas sans luttes et sans drames. Mais, pour les dirigeants américains, la domination du marché mondial de l'agriculture vaut bien les bouleversements techniques et humains qu'il faudra consentir. D'autant plus que le « pouvoir alimentaire » est politique autant qu'économique : L'arme alimentaire que se forgent les États-Unis ne vaut pas que par son utilisation ponctuelle. Elle consiste surtout à créer une interdépendance totale des systèmes agricoles et alimentaires du monde entier, interdépendance bien entendu coiffée par une domination des produits américains ou des entreprises américaines qui les transforment et les distribuent. Et une fois cette interdépendance mise en place, les États-Unis pourront envisager de se passer de bombes atomiques. Ils contrôleront l'intendance de toutes les armées...

L'Europe pourra-t-elle résister à une telle offensive? Dans sa *LETTRE* mensuelle, Michel Debré montre que la C.E.E. n'est qu'une barrière de papier : Le marché commun n'est plus le marché commun. C'est désormais une véritable passoire. L'influence anglaise et allemande y est désormais déterminante. On le constate par l'abandon de tout contrôle sur la reconstitution des puissants cartels sidérurgiques allemands. On le

constate par l'incontestable excès des sociétés « multinationales », c'est-à-dire dont le centre de décision est hors de France et souvent hors d'Europe. On le constate par le déséquilibre entre une Europe sans fermeté à l'égard de la défense des produits véritablement issus des nations du marché commun. On se dirige vers le régime de la porte ouverte aux importations en provenance de pays tiers où la main d'œuvre est mal payée et on ferme les yeux sur les trafics qui permettent la « naturalisation » dans un pays du marché commun de produits fabriqués frauduleusement en Europe de l'Est, en Afrique, en Asie. Nos industries du textile et de la chaussure, de l'électronique et de la mécanique (sans oublier de grandes affaires comme les chantiers navals) pâtissent de la pusillanimité des organismes communautaires de Bruxelles et du prix très lourd que doit payer la France à l'hégémonie étrangère qui désormais s'exerce, à nos dépens, sur ces organismes. Une part du chômage et du manque d'emploi pour les jeunes provient de cette concurrence sauvage qui n'a rien à voir avec un régime libéral d'échanges internationaux. États-Unis, Japon, États africains et asiatiques se protègent et l'Europe n'a pas de politique économique européenne.

#### PROTECTIONNISME

En effet, les États-Unis n'hésitent pas à recourir au protectionnisme lorsque celui-ci sert leurs intérêts. Pierre Péan en fait la démonstration dans *LE NOUVEL ÉCONOMISTE* (N° 77), avec une étude sur « les autres Concorde ». C'est que : la prétendue patrie du libre-échangeisme revendique très haut la libre circulation des produits « made in USA » sur les marchés du monde entier, mais dispose d'une panoplie très sophistiquée et sans cesse renouvelée pour entraver le développement de la concurrence lorsqu'elle gêne ses propres intérêts. Alors, comme on le sait, tous les moyens sont bons pour décourager Concorde... en attendant l'apparition, vers 1980, d'un supersonique américain qui ne se souciera guère des riverains de l'aéroport Kennedy.

#### MORALISATION

On se souvient aussi des pressions américaines sur le Pakistan et sur l'Allemagne dans le domaine nucléaire : politique de « moralisation » qui permet, comme par hasard, le renforcement de la puissance énergétique américaine. De même, Syndicats et patrons américains ne s'embarrassent guère d'états d'âme pour faire fermer les frontières aux produits étrangers qui leur causent

un préjudice. Il leur suffit d'invoquer pour cela la « clause de sauvegarde » prévue dans le Trade Act de 1974... qui a permis de contingerter pendant trois ans les importations d'aciers spéciaux.

Et ce n'est pas tout :

La législation américaine constitue un maquis propice aux embuscades. Ainsi le « Buy American Act » de 1933 impose au gouvernement fédéral et aux organisations qui en dépendent de donner la préférence, dans leurs achats, aux produits américains, sauf si un produit étranger est de qualité supérieure ou, à qualité égale, d'un prix de vente inférieur de 6 à 12%. Une étude américaine récente estimait le montant total des achats gouvernementaux relevant du Buy American Act à 200 milliards de dollars, sur lesquels les achats à l'étranger sont de l'ordre de... 0,10% !

Conclusion de Pierre Péan :

Pour Concorde et toute l'aéronautique comme pour le nucléaire, la sidérurgie, le secteur agro-alimentaire, etc..., la stratégie américaine est celle de la puissance. Le credo libre-échangiste est devenu simplement une arme comme les autres dans l'arsenal de la guerre économique.

Encore les pays européens doivent-ils le savoir, s'ils ne veulent pas se voir définitivement ravalés, dans tous les secteurs vraiment stratégiques, au rang de sous-traitants.

Sachant ce qui la menace, l'Europe aurait-elle la volonté de résister? Sa soumission aux États-Unis est telle qu'on ne saurait l'espérer. Mais tout serait encore possible si la France montrait, comme autrefois, l'exemple de l'indépendance...

Jacques BLANGY

nouvelle  
parution :  
philippe vimeux  
royaliste et citoyen

A la demande de nombreux lecteurs, la série d'articles de Philippe Vimeux sur la monarchie, parue dans la N.A.F. il y a quelques mois, a été reprise en livre. Il est en vente aux bureaux du journal au prix de 9 F franco de port.

Lorraine :

## pour qui sonne le glas ?

**Le drame de la sidérurgie lorraine est celui d'un capitalisme sauvage qu'un État jacobin et trop éloigné des problèmes régionaux ne parvient pas à contrôler.**

Identifier la sidérurgie à la Lorraine est presque un pléonasma. La vie économique du Pays Haut axé autour de la conurbation Metz-Longwy-Thionville est symbolisée depuis près d'un siècle par les panaches de fumées rousses qui s'échappent des aciéries parcemées le long des vallées, par les laminoirs et par les hauts-fourneaux. Il faut avoir parcouru les villes de Longwy, Hayange, Villerupt, Sérénange, pour comprendre l'étrange symbiose réalisée entre l'usine et cette population laborieuse. Laborieuse et composite, car la sidérurgie a attiré au XIX<sup>e</sup> siècle dans cette région alors peu peuplée des italiens, des Polonais, des Espagnols puis des Maghrébins. Au temps de l'Office National de l'Immigration, chaque entreprise signalait ses besoins de main-d'œuvre et l'office se chargeait d'importer les effectifs nécessaires.

Ce temps est terminé : le patronat annonce la suppression de 19000 emplois d'ici 1980. Cinq mille licenciements seulement auront lieu, mais les postes supprimés par départs anticipés à la retraite seront autant d'emplois en moins offerts aux jeunes. Sans compter les emplois induits créés par une industrie de base dans le commerce et l'industrie de la région. Pourquoi ce désastre ?

### UNE GRAVE CARENCE STRUCTURELLE

L'origine structurelle de la crise est ancienne. Les installations sidérurgiques lorraines sont vieilles. Sauf celles de la SOLLAC, datant de vingt ans (1) tout de même, et de SACILOR... De plus, le minerai lorrain, pauvre en métal (30-35%) n'est pas compétitif face aux minerais brésiliens, canadiens,

suédois ou mauritanien qui, acheminé par grands minéraliers à peu de frais, alimente les sidérurgies sur l'eau d'Espagne, d'Italie et du Japon. Et, il faut moins de 8 heures de travail dans ces pays pour fabriquer une tonne d'acier, un peu plus de 8 heures au Luxembourg ou en Belgique et en Allemagne... mais 12 heures en Lorraine. De plus, des pays neufs (Brésil, Argentine, Inde, Algérie...) se sont mis à constituer leur propre sidérurgie et le dumping effréné des Japonais a fait perdre à la Lorraine des marchés extérieurs traditionnels. De telle sorte que si les usines Lorraines parviennent encore à tourner à 95% de leur capacité pour les produits plats destinés à la consommation (automobile, électroménager, conserveries) (2), elles ne tournent qu'entre 50 et 70% pour les produits longs (poutrelles, ronds à béton, fil machine etc...) Or, les trois quarts des usines lorraines sont équipées pour les produits longs. Naturellement, cette débâcle a été aggravée par la conjoncture de crise globale des économies occidentales qui depuis 1975, a dissipé l'euphorie provisoire et trompeuse des années 1973-74 « celle-ci faisait prévoir à tort une fois de plus — aux statisticiens une progression de la demande. Elle a au contraire brutalement reculé et le dumping japonais aidant a fait chuter le prix de l'acier de 10 à 40% par rapport à 1974 sur le marché de la CEE et de près de 50% sur une parties des marchés extérieurs. Enfin, les incertitudes de la politique intérieure française ont provoqué la méfiance et l'attentisme des milieux patronaux qui ont différé les investissements. L'ensemble de ces échecs et de ces carences a conduit les groupes Usinor et Sacilor-Sollac à présenter des déficits de l'ordre de un milliard

(nouveau) pour chacun des exercices de 1975 et 1976 et l'ensemble des entreprises sidérurgiques se trouve au bord de la faillite.

### HOLDINGS : UN JEU AMBIGU

Si l'on examine maintenant la structure des groupes métallurgiques, on constate qu'ils ont compartimenté leurs activités : au sommet, des holdings à vocation essentiellement financières qui contrôlent des sociétés sidérurgiques (Usinor, Sacilor), des sociétés de vente des produits sidérurgiques (Davum, Daval, Mozal, Roland, Prosilor...), des sociétés d'engineering (Creusot-Loire-Entreprises...) et enfin des sociétés spécialisées dans la transformation des métaux (Vallourec, Carnaud, Basse-Indre, Trefil-Union, Framatone...) Or, l'on constate que les sociétés de ventes et les entreprises de transformation demeurent, elles, souvent bénéficiaire. C'est donc dans la voie d'une reconversion sur ces types d'activités qu'auraient dû s'orienter et être orientés les groupes métallurgiques et la région.

Ceci, malheureusement, a été fait peu et mal. Le patronat ? Il a trop longtemps voulu faire du Pays Haut une chasse gardée de la sidérurgie et s'est opposé à l'implantation de toute entreprise de transformation susceptible de lui disputer la main-d'œuvre et de faire augmenter les salaires.

M. Barre a présenté le 19 avril son plan-acier au parlement. Plan beaucoup trop modeste. Moderniser la sidérurgie, installer l'automobile en Lorraine, éviter la fermeture du haut-fourneau de Thionville ne suffit pas. D'ailleurs, le plan ne vise qu'à empêcher 3700 licenciements sur 5000, mais ne remet pas en question les 14 000 suppressions d'emplois par mise à la retraite anticipée. Les jeunes en quête d'un premier emploi apprécieront. Et M. Barre n'a soufflé mot du problème de la création d'un échelon régional en Lorraine. Bref, une fois encore, une demie et même un quart de mesure.

### L'ARGENT PUBLIC DÉTOURNÉ ?

L'état ? Il n'a cessé depuis 1966 de soutenir de ses deniers la sidérurgie française, donc surtout Lorraine, principalement par des prêts du F.D.E.S. (Fond de Développement Économique et Social), de consentis au taux dérisoire de 3.5%.

A la fin de 1976, le montant des prêts publics en cours atteignait 7 milliards nouveaux. Mais on n'a pas cherché à contrôler l'emploi de ces fonds. Ceux-ci n'ont pas été utilisés, le plus souvent, pour moderniser et convertir les entreprises existant en Lorraine. Ils ont été utilisés pour rembourser des prêts contractés à 10% auprès des banques ou des organismes financiers actionnaires, prêts eux-mêmes destinés... à permettre aux holdings d'installer des usines hors de France. Ces dernières représentent actuellement 50% du chiffre d'affaires de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Denain-Nord-Est (société-mère d'Usinor) a acheté des mines de charbon aux États-Unis et Marine Wendel a fait lui aussi de gras investissements à l'étranger depuis trois ans. Une telle politique n'est pas en soi mauvaise... à condition qu'elle n'aboutisse pas à un détournement de l'argent public et à desservir gravement l'intérêt d'une région française. Et maintenant, voici qu'Usinor exerce un nouveau chantage « des sous ou nous fermons l'usine de Thionville » alors qu'elle a bénéficié précisément d'un prêt de 300 millions pour moderniser la dite usine.

Il est indispensable désormais de recourir à une nouvelle politique : prêt de l'argent public, oui, mais assorti d'un contrôle sévère voire d'une prise de participation de la collectivité dans les entreprises métallurgiques. La collectivité, c'est-à-dire en l'occurrence plutôt la région (et les groupements professionnels) que l'État. L'échelon régional manque par trop dans la politique de reconversion qui ne peut être le seul fait d'une administration de type DATAR, si efficace soit-elle. Seul un pouvoir régional pourra obliger les holdings à participer à l'implantation en Lorraine de nouvelles industries de transformation et des industries de pointe qui lui font cruellement défaut (3). Mais la région n'existe guère encore et l'État-Giscard n'en veut pas. Tant pis pour les Lorrains.

François TOUCY

(1) Mais une nouvelle aciérie et une nouvelle cokerie sont en cours de construction.

(2) Et même qu'il y a dans le cas d'usines SOLLAC destinées aux produits plats ou de la SAFE filiale du groupe Renault qui travaille pour l'automobile.

(3) Ne pourrait-on pas également au niveau régional organiser le développement d'industries alimentaires, du bois, et de machines agricoles fort peu développées alors que la France est la première nation agricole d'Europe de l'Ouest ?



# un printemps italien ?

Les marginaux italiens ont fait du printemps la fête pour la reconquête de la vie. Mais pourront-ils longtemps encore éluder le problème de la légitimité politique nécessaire à la fondation d'un État en rupture avec les bureaucraties de l'Italie parlementaire ?

Pendant deux mois, toutes les barrières ont été renversées, toutes les autorités remises en cause, la société bafouée, ridiculisée. La spontanéité l'a emporté sur la monotonie des cadences. Toute une génération est sortie de son ghetto pour crier à la vie et revendiquer ses libertés confisquées. Et ce n'est pas parce qu'aujourd'hui l'ordre règne à Rome que l'on doit parler d'échec du printemps italien. Souvenez-vous : deux mois de libertés...

Le mouvement a commencé fin janvier à Palerme et s'est étendu à toute la péninsule en quelques jours. Il n'y eut que le Parti Communiste Italien pour parler de « troubles corporatistes » et pour réclamer l'abrogation de la loi universitaire Malfatti qui, disait-il mettrait fin à ce désordre. Un revirement à 180° ne permettra pas deux semaines plus tard au PCI de récupérer le Mouvement étudiant auquel se sont joints tous les marginaux : chômeurs, jeunes ouvriers, féministes, anciens militants de partis d'extrême gauche. Au contraire, le PCI est devenu la cible principale des « emarginati » qui lui reprochent le compromis historique, collaboration avec la Démocratie Chrétienne, institution pourrie où la corruption tient lieu de politique.

## GÉRONTES, CAGOULARDS, MAFFIOSI...

En trente ans de pouvoir, la DC a mené l'Italie au chaos. Le bilan impressionnant se passe de commentaire : violence politique avec les attentats fascistes (Brescia, train Italicus...) qui ont fait des dizaines de morts en quatre ans, enlèvements et exécutions d'otages — juges et industriels — par les Brigades Rouges, complots d'extrême droite (affaire Borghèse, Ordre Noir), attentats à la bombe (3000 en 1976), émeutes urbaines (Reggio de Calabre en 1970) et paysannes (Eboli en 1974)...

Le milieu politique italien est le plus corrompu du monde : les ministres et les parlementaires impliqués dans le scandale Lockheed n'ont jamais été condamnés, le clientélisme est de règle à gauche comme à droite (20000 employés municipaux pour la seule ville de Palerme), les clans qui se partagent les partis font et défont les gouvernements au gré des intérêts particuliers de leurs chefs (quarante gouvernements renversés en trente ans), la gérontocratie gouverne le pays, les liens entre les politiciens gouvernementaux et la mafia sont connus de tous et ont fait de cette organisation la seule institution épargnée par la crise (les bénéfices annuels de la mafia italienne sont estimés au TRIPLE du budget de l'État !).

La crise économique et sociale enfin a relégué l'Italie au rang des pays les plus démunis de l'Europe : on compte un million et demi de chômeurs et trois millions de sous-employés malgré le gonflement artificiel des effectifs de l'administration, les entreprises détiennent le record mondial du nombre d'heures de grève...

## L'EXPLOSION DES MARGINAUX

Une partie de l'Italie s'est habituée à cette crise comme on se fait à une calamité naturelle. Il est entendu que personne ne pourra mettre fin à ce chaos. Tout au plus un parti — le PCI — plus que les autres pourrait mieux gérer la crise, en assurant la paix civile.

Les jeunes générations sont en pleine rupture avec cet attentisme. La désespérance et l'ennui qui suintent de cette



société les poussent à se marginaliser, à prendre leur vie en mains en refusant toute ingérence extérieure. Dans leurs « réserves », les « indiens métropolitains » ont proclamé l'âge de l'anti-pouvoir. Ils combattent tout ce qui rappelle une institution ou une organisation. Et il y a violence lorsque cette marge est remise en cause, soit par l'État, soit par les partis constitués. Ce qui a provoqué très rapidement la cassure entre les marginaux et l'extrême gauche. Celle-ci est apparue comme une force de récupération visant à tuer la spontanéité du mouvement. Les marginaux refusent la politique parce qu'ils refusent d'être classés dans un ordre politique qu'ils nient. Seule l'autonomie peut les définir.

Dans leur combat, la provocation et la dérision sont leurs meilleures armes.

Et pourquoi le désordre ? « Parce qu'il est le seul moyen de vivre humainement, de se détacher de la société qui organise l'ennui. »

Nulle intention chez les émeutiers de Rome ou de Bologne de prendre le pouvoir. L'important est de vivre au jour le jour les libertés que l'on a arrachées. De sortir de son ghetto pour partir à la reconquête de la vie. En jouant. En étant ensemble.

## LE JEU SUFFIT-IL ?

En refusant le pouvoir aussi. « Nous ne voulons pas nous asseoir dans des fauteuils, mais seulement les renverser. »

Mais l'État ne pourra pas accepter longtemps que cette génération vive hors sa loi, hors de son mode de société. La répression du Mouvement à Rome et à Bologne incitera rapidement les marginaux à réviser leur attitude vis-à-vis du pouvoir. Ou ils s'y attaqueront de front, ou ils seront vaincus. S'ils s'y attaquent, cela nécessite pour aboutir un minimum d'organisation puisque l'État lui aussi est organisé et a appris à se défendre contre les contestations. Contradiction insoutenable !

Ce d'autant plus qu'il est dangereux et vain de fonder une révolution sans poser le problème de l'État. Nier ce problème en niant l'État revient à cautionner par omission des structures de pouvoir qui aboutissent bien vite à des Goulags (aseptisés ou pas). Mais l'Italie unifiée depuis un siècle à peine peut-elle, après 66 ans de monarchie parlementaire, vingt ans de fascisme et trente ans de régime d'Assemblée concevoir et créer un État qui prenne en compte le soulèvement de la vie qui s'ébauche ? Et elle n'a ni un de Gaulle en réserve ni un prétendant vivant dans le pays et donc apte à se poser en recours.



Bertrand Renouvin

## LE DÉSORDRE ÉTABLI

Lutter/Stock 2

Le livre se présente tout d'abord comme un brûlot contre la droite et le capitalisme... C'est ensuite au tour de la gauche de « l'espérance déournée ». Critique de l'URSS... du révisionnisme, du programme commun « incolore et sans saveur », des communistes « révolutionnaires en peau de lapin » et évocation émue de Mai 68. Renouvin brouille les cartes et, telle la chauve-souris qui montre ses poils après avoir produit ses ailes, il s'efforce de nous faire conclure : tiens, il est gauchiste... Pour aussitôt rebondir en une nouvelle piroquette : critique du gauchisme, bloqué, récupéré, impuissant. Car, comme l'indique le titre d'un de ses chapitres, Renouvin prétend se situer « au-delà des clivages »...  
Politique Hebdo, 29-1-75

L'on achève de se convaincre que la double critique de la droite et de la gauche ne mène M. Renouvin en aucun des points de l'éventail politique où elle aboutit traditionnellement : ni au centre, ni à l'extrême gauche, ni à l'extrême droite. À l'instar de M. Michel Jobert, la Nouvelle Action Française s'efforce d'être « ailleurs »...  
Bernard Brigueux, Le Monde, 19-1-75.

Bertrand Renouvin, auteur du Désordre établi, a été candidat à la dernière élection présidentielle. Ce jeune homme à l'allure sage et au verbe scintillant appartient à un petit groupe qui ne manque pas d'intérêt sur le plan intellectuel : la Nouvelle Action Française. Cette dissidence du royalisme traditionnel se caractérise par une critique vigoureuse de la gauche, mais sans doute encore plus de la droite...  
Le Croix, 20-1-75

Plume trempée dans le vitriol, style parfois brillant, il s'en prend d'abord à une droite bornée (qui n'est bien sûr pas la sienne) ou plutôt « aux droites »... paradoxalement Renouvin utilise ensuite les arguments favoris de cette droite qu'il répudie pour s'attaquer à la gauche... Souvenez-vous de Renouvin à la télé lors de l'émission de Pivot sur la Droite. C'est lui qui faisait figure de gauchiste, plus encore que Chevènement, moins osé et moins virulent. Jeune, acide, mais rassurant, contestataire mais posé. Voici le nouvel aristocrate « new look » des années à venir...  
Libération, 28-1-75.

30 F franco



par  
gérard  
leclerc

## L'homme éternel

A nos dernières journées royalistes, Pierre Boutang a résumé en une formule saisissante notre royalisme : « *L'homme libre, c'est l'homme couronné, et couronner l'homme c'est faire la monarchie* ». Cela déconcertera peut-être certains, mais il ne me semble pas qu'il y ait aujourd'hui un mode plus essentiel d'approche du souci politique. D'autres chemins existent, indispensables, incontournables, qui dénombrent autant de biens positifs, utiles aux personnes, aux groupes, à la cité. Mais il ne me semble pas qu'il soit possible en nos temps de doute universel de se passer de l'interrogation radicale, de la mise en question totale. En quelque mesure, notre choix institutionnel est une option sur l'absolu. Au minimum, une prise de position quant à l'homme. Ce n'est ni l'habileté, ni la puissance, ni la performance, ni même la réussite que nous voulons couronner, encore qu'il n'y ait pas lieu de les dédaigner. Ce qui rend méprisables ces idoles du jour ne peut faire oublier leur utilité dans un autre cadre où elles perdraient leur statut d'idoles. Celui que nous couronnons c'est l'homme essentiel, l'homme père, l'homme juste, l'homme.

Pareil langage nous fait cotoyer les pires périls. Celui de l'humanisme naïf, entre autres. Il serait encore plus naïf de se laisser paralyser par la peur de la naïveté. Seul le sens du tragique peut délivrer de ce piège, toujours actif, dont la cause est un culte secret rendu à une prétendue innocence humaine (l'homme naturellement bon, le hippie...). Autre piège, l'anti-humanisme de la culture moderne, la mort de l'homme du structuralisme. Il m'est arrivé ici de reconnaître le caractère salutaire d'une entreprise de déblayage qui ne fait jamais que nous débarrasser des prétentions pseudo-philosophiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, du prométhéisme insensé qui en est résulté. La tentative de notre ami Jean-Marie Benoist pour faire déboucher l'entreprise structuraliste sur une nouvelle voie philosophique, poétique, suscite ma sympathie et mon intérêt. Mais c'est la preuve que de cette mort surgit la promesse d'un retour.

Il n'est pas interdit, dans l'attente de ce retour, de revenir à quelques sources inépuisables, pour interroger le sourire mystérieux de l'homme sorti de la nuit des temps, cet homme que nous sommes et dont nous n'aurons jamais fini d'interroger l'énigme.

### L'HUMOUR COMME CLÉ DE LA CONNAISSANCE

Certaines lectures sont rafraîchissantes. Peu autant que celle de Chesterton, le merveilleux romancier qui jadis nous divertit des aventures du père Brown. Mais l'essayiste ! Un éditeur courageux, Dominique Martin Morin a eu l'heureuse idée de rééditer deux essais (1) dont il faut recommander la découverte à ceux qui détestent la culture ou l'érudition mélancoliques. La première qualité de l'écrivain anglais n'est autre que l'humour. Un humour qui n'intervient pas comme un agrément pour faire passer une tisane amère, mais qui, au contraire, est le meilleur agent de l'intelligence pour éclairer le domaine qu'elle tente de pénétrer.

Ce n'est pas un hasard que nous tombions sur le vers inépuisable de Virgile : « *Incipe parve puer risu cognoscere matrem* ». Ce que l'enfant saisit d'abord de sa mère, c'est son sourire. Pierre Boutang dans son *Ontologie du Secret* (2) médite sur ce même vers, et remarque au passage : « *Si attiré que l'on soit par quelques décisions de la peinture d'aujourd'hui, il faut reconnaître qu'elle n'est plus capable de pénétrer dans les deux domaines où elle pouvait soutenir la prétention, énoncé pour elle par Vinci, d'accomplir ce que ne peut le langage : elle s'est rendue étrangère au sourire et aux larmes ; par là aussi à toute une part du monde qui ne se laisse prendre qu'à eux* ». Si le sourire disparaît de la face du monde, on ne peut s'étonner que l'humour se soit lui-même évanoui. Il ne demeure plus que l'ironie dont on sait les ressources socratiques, mais dont on pressent également qu'abandonnée par la grâce et la malice elle tend à se figer dans un rictus affreux. A tel point qu'il m'arrive de haïr l'ironie, méchante, acerbe, destructrice, dont nos contemporains se sont fait une arme, beaucoup plus pour affirmer une personnalité tourmentée et angoissée que pour « *se faire dire* » le vrai des choses. On doit à Kierkegaard l'analyse existentielle qui montre la supériorité ontologique de l'humour sur l'ironie. Mais rien ne vaut Chesterton pour le comprendre et tenter de le vivre.

### LE SOURIRE CRÉATEUR

Sans cesse le sourire affleure, sans cesse il dévoile, ouvre à des domaines cachés. Dans *L'homme éternel*, qui constitue une réflexion sur l'histoire depuis les origines, les rapports des civilisations, ceux du mythe et de la pensée, le sujet se trouve métamorphosé, subverti par la grâce, l'éclair, la douceur et l'invincible force de l'humour. Je vois bien tout ce que les sciences humaines, l'anthropologie contemporaine pourraient ajouter au savoir de Chesterton qui n'est jamais que celui de son temps. Est-il sûr que des données neuves, même « *révolutionnaires* » réfutent quoi que ce soit de sa pensée ? J'en doute. Il me suffit de comparer son essai avec celui d'un de nos sociologues contemporains dont pourtant j'apprécie le talent, la supériorité de *L'homme éternel* éclate d'autant plus que

Chesterton révèle que *cet animal qu'on appelle l'homme* est tout autre, qu'on ne saurait tirer le tout autre du même : ... *plus nous observons l'homme en zoologiste, moins nous voyons le mammifère* ».

« *Seul d'entre les animaux il est atteint de cette folie magnifique qu'est le rire ; comme s'il avait surpris quelque secret de la structure de l'univers, inconnu de l'univers lui-même* ». Cet étrange animal est une déchirure dans l'univers. Par bien des côtés, il lui apparaît comme étranger, gauche par rapport à sa nature animale, étrangement pudique. Les derniers siècles se sont ingénies à faire son histoire naturelle. Ils ont inventé de superbes théories, parfois ingénieuses pour montrer comment ce monstre qui dans les cavernes brutalisait sa femelle, avait pu inventer la machine à vapeur. Le matérialisme historique, par exemple. Mais quelle lourdeur dans l'explication, quelle cuistrerie embarrassée ! Comme si les plus belles inventions n'étaient nées souvent du jeu le plus gratuit, du bon tour. Quelle joie ce dut être que les premières évolutions de la roue.

« *Il y a de très bonnes raisons de penser que le très noble art de l'écrivain ou du calligraphe a commencé par une plaisanterie* ».

### LA FIN D'UN MONDE

Le matérialisme historique est récusé décidément pour sa tristesse, son idiotie sans mystère, pour peu que l'on réfléchisse à l'histoire des civilisations : « *Si nous voulons être logiques et si nous tenons au principe de la causalité, alors il nous faudra un déchainement de miracles de plus en plus éclatants pour qu'apparaissant dans un ébranlement terrifiant de la terre et du ciel, l'homme enfin ne sorte plus de l'ordinaire* ». Ainsi les civilisations peuvent s'affronter, les cités s'entredétruire, les hommes se massacrer. C'est que l'histoire est soulevée par des dieux et des démons. Qui sont-ils, peu importe. Symboliques, ils portent le destin. Ils interpellent l'invisible. La poétique du monde est façon de prendre option sur l'absolu. La Rome prosaïque vénère ses divinités domestiques, tandis que Carthage se voue à Moloch dont l'ardente fournaise dévore par centaines ses tout petits en sacrifice propitiatoire. Mais c'est Carthage qui sera détruite, piégée dans sa croyance qu'il y a un raccourci pour s'assurer l'invisible, tandis que Rome a espéré contre toute espérance face à l'invincible Hannibal. Cette intelligence historique paraîtra curieuse. Elle vaut toutes les niaiseries réhabilitations contemporaines des cultures exotiques. Nulle culture n'est innocente. L'affrontement des peuples met en jeu le terrible et le terrifiant. Qu'en est-il pour nous ? Ne ressemblons nous pas à la Rome décadente, où la poétique n'a plus cours, où la bureaucratie triomphante conduit un peuple de sceptiques ? La fascination des vieux mythes orientaux soulage l'angoisse de quelques jeunes. C'est la fin d'un monde. En attendant quel retour, inédit, de l'homme éternel ?

Gérard LECLERC

(1) *L'homme éternel* (prix franco 47 F) et *Saint Thomas du créateur* (prix franco 28 F) - Traduction d'Antoine Barrois.

(2) *L'ontologie du secret* - P.U.F. 1973 (prix franco 91 F)

- Tous ces livres peuvent être commandés en écrivant au journal.

gérard  
leclerc

UN  
AUTRE  
MAURRAS

« En 1968, il aurait eu cent ans ! Pour certains, dont Gérard Leclerc, ce fut la révélation.

Maurras éclairait le sens du Mai révolutionnaire, ce fut l'amorce d'une nouvelle lecture de l'auteur de l'« *Avenir de l'Intelligence* ».

C'était un « *autre Maurras* ». Un autre, parce que différent de l'image que ses ennemis et même ses amis s'en faisaient. Plus vrai, parce que fidèle à un secret et à un destin.

Voici, dans sa vraie stature, ce philosophe politique dans son dialogue avec ses pairs, Marx, Comte ou Nietzsche et son appel aux générations qui veulent un projet de civilisation pour leur temps ».

32 F franco

# zaïre

## le piège :

**Présentée comme un acte de portée psychologique destiné à rassurer une Afrique francophone inquiète, l'opération zaïroise est en fait un mauvais coup porté contre la politique française. Mobutu tyran corrompu et sanglant est le pire des alliés. Le soutenir c'est nous valoir l'inimitié d'un peuple opprimé, c'est se laisser prendre à un piège redoutable.**

Notre antigiscardisme inconditionnel, constant et systématique est trop notoire pour que quelques bonnes âmes ne ricanent. Comment vont-ils s'en sortir avec le Zaïre? Ils sont coincés, bien obligés d'admettre que cette fois V.G.E. a vu juste, a su faire preuve de décision, frapper le bon coup au bon moment. N'a-t-il pas ainsi rassuré nos amis africains inquiets, affirmé une autorité toute gaullienne, ce qui enfin permet d'espérer une véritable politique étrangère de la France? Au risque de déconcerter, de déchaîner un nouveau concert de récriminations, nous sommes obligés une fois de plus d'aller à l'encontre de l'euphorie générale. Comme aux débuts du mandat présidentiel, lorsque toute une droite déchaînée nous reprochait de faire le jeu de la gauche par notre refus de cautionner une entreprise que nous jugions promise au désastre. Comme à la même période, lorsque la gauche intellectuelle séduite se laissait avoir au libéralisme, nous n'avons pas cédé. A peu près tout le monde s'est rallié à notre condamnation, en oubliant de nous rendre justice. Aujourd'hui, notre position justifiée par l'analyse qui va suivre risque d'encourir à peu près la même unanime réprobation. Nous n'en avons cure, libres que nous sommes de faire entendre les vérités. Même celles qui font mal.

Non, il n'est pas vrai que Giscard d'Estaing se soit engagé dans une habile opération qui porte un coup d'arrêt à la pénétration soviétique

en Afrique. Il n'est pas vrai qu'il ait rassuré les chefs d'État francophones. Il s'est au contraire laissé prendre dans un piège. Si nous ne parvenons pas à sortir de ce piège, les conséquences risquent d'être sévères. Mais avant de les envisager, posons-nous quelques questions élémentaires, celles que l'on s'étonne de voir éluder à peu près partout alors qu'elles commandent le reste. Que se passe-t-il réellement au Zaïre? Qui sont ces fameux Katangais? Quelle est l'autorité et la personnalité de ce M. Mobutu, notre obligé?

### LES FAMEUX GENDARMES

Donc, il y a infiltration d'éléments étrangers au Shaba, l'ex-Katanga. Ils seraient rompus (dixit V.G.E.) aux techniques de la guérilla, progressant de nuit, s'emparant de villes et de centres miniers. Ce ne sont pas (foi de Giscard) les fameux gendarmes de Moïse Tshombé. Ceux là ont vieilli, leurs armes ne sont plus bonnes qu'à la ferraille. Mais alors, qui sont les envahisseurs? Il ne suffit pas d'affirmer qu'ils sont encadrés par les Cubains, éventuellement armés par les soviétiques. Il s'agirait de savoir d'où ils viennent, ce qui les pousse à prendre les armes contre Mobutu. La dessus, le Président de la République a été fort avare de détails. Pourtant, c'était une donnée capitale du problème. Il est quand même intéressant de savoir quel est son adversaire, lorsqu'on se lance dans un conflit.

Quelques informations ont filtré

par ailleurs. On a su que les envahisseurs bénéficiaient du soutien actif des populations. Ici et là n'ont-ils pas été acclamés? Certains journaux ont fort explicitement parlé d'une tentative de négociation par l'intermédiaire de Daniel Tschombé, le frère du défunt premier ministre katangais et zaïrois. De ces quelques indices, on peut déduire que les « envahisseurs » ne sont ni des extraterrestres, ni même des étrangers. Ce sont des gens de la région, reconnus comme tels par leur compatriotes. Alors il faut aller jusqu'au



bout de la déduction avec le secours d'informations dont à peu près personne ne fait état. Mais dont nous garantissons l'authenticité.

Les anciens gendarmes katangais sont peut-être peu nombreux, mais ils se sont suscité une postérité qui a grandi à la mesure de la persécution et du martyre des défenseurs du Katanga. Et s'ils ne sont pas plus nombreux, les vétérans — M. Giscard d'Estaing a omis de le préciser — ce n'est pas qu'ils ont vieilli. Ils ont purement et simplement été exterminés par les soins de M. Mobutu Sese Seko Waga Wanga, l'ami, l'allié de notre président.

### DESTIN DE MONSIEUR TIROIR CAISSE

Mais pour comprendre le destin des gendarmes, il faut revenir en arrière et se souvenir des quelques péripéties qui ont déjà ensanglanté

cette région infortunée. La fortune du cuivre ne fait pas forcément le bonheur d'un peuple. Moïse Tschombé l'a su au prix de sa vie. On l'appelait M. Tiroir-Caisse. Ce n'était pas sans raisons solides. La secession katangaise correspondait trop à des capitalistes et industriels belges pour qu'il n'ait pas été manœuvré par des gens plus soucieux de profit que d'émancipation nationale. Mais il se trouve que l'agent du capitalisme avait une stature d'homme d'État et que l'homme d'État a été conduit par la force des événements à la ren-

contre d'un peuple, le sien. Dans la mosaïque de ce qui fut le Congo belge, le Katanga constitue une entité originale. Dépourvue de conscience nationale? Cette conscience les katangais l'ont forgé dans la lutte contre les armées de Mobutu et les forces de l'O.N.U.. Elle s'est ensuite renforcée au creuset des persécutions et des assassinats. Voilà qui explique peut-être mieux que les complots internationaux l'accueil fait aux envahisseurs.

Il ne fut pas donné à Moïse Tschombé de mener son peuple à l'indépendance. Devenu premier ministre du Zaïre, émancipé de la tutelle belge, profondément ébranlé par sa rencontre avec de Gaulle, il ne pouvait que devenir le rival redouté de l'ancien secrétaire de Patrice Lumumba. C'est à dire le Général Mobutu devenu chef de l'État congolais par la grâce des américains et le soutien très actif de la C.I.A..



Tschombé avait pris trop à la lettre les conseils de de Gaulle sur la nécessaire autonomie par rapport aux impérialismes pour rester longtemps en grâce. Il paya ses velléités d'indépendance par l'exil.

Pourtant, vivant, il peuplait encore les songes du Chef de l'État zaïrois. La C.I.A. ne pouvait tolérer qu'il ait un jour la possibilité de revenir dans un pays qui l'accueillerait en libérateur. La suite est connue : le guet-apens organisé par l'Agence, l'emprisonnement en Algérie et son assassinat, trop bien camouflé pour que quiconque ait été trompé. Les Américains avaient donc gagné. Leur protégé pouvait dormir en paix, maître absolu du plus grand et plus riche pays du continent africain.

### LE DÉSASTRE ZAÏROIS

Mais quel était donc ce Mobutu Sese Seko Kulu Waga Wanga? L'homme des Américains aurait pu se contenter d'être l'honnête gérant des intérêts zaïrois. Assujetti, client, mais au moins intendant avisé pour ses frères. Rien de cela. Le chef de l'État zaïrois est l'homme le plus corrompu d'Afrique, le trafiquant le plus éhonté, ayant porté à son sommet l'art de se remplir les poches en se servant des fonds de l'État. Mobutu est immensément riche, possédant villas et appartements cossus en Europe, sa fortune en sécurité dans l'accueillante Helvétie. Si les choses tournaient mal pour lui, ses lendemains sont assurés. Son entourage, la haute administration et la bourgeoisie d'affaires vivent dans une opulence éhontée, roulant Mercedes et étalent un luxe révoltant au regard de la misère du peuple.

Il existe autour des réalités zaïroises un étonnant mur de bambou, étouffant les cris, cachant les misères. De temps à autre, un rapport d'Amnesty international signale à une opinion occidentale blasée que les droits de l'homme sont quotidiennement bafoués au royaume de M. Mobutu. Ce n'est pas parce que M. Poniatowski interdit un livre, ce n'est pas parce que l'éditeur de ce livre s'appelle Maspero, que les faits décrits sont faux (1). Simplement il importe au despote zaïrois qu'ils soient tus. Il serait malséant que l'on sache qu'il n'y a pas que M. Amin Dada pour organiser des tueries. Un beau jour, il faudra bien que l'on apprenne tout sur le Goulag zaïrois. Qui parlera par exemple de l'exode lamentable de ces milliers d'enfants, chassés de leur province, dont beaucoup ne doivent la vie qu'à la sollicitude des missions catholiques?

Généralement, les régimes dictatoriaux se défendent au moins du côté militaire. Leurs armées se tiennent. Dans une dictature corrompue, les généraux valent ce que valent les dirigeants. On le voit bien au

moment où M. Mobutu aux abois est obligé de réorganiser ses états majors en catastrophe, en faisant appel à nos experts. Qui fera croire qu'une armée de 100000 hommes est dans l'incapacité de résister à quelques milliers de guerilleros? A moins que cette armée ne soit occupée ailleurs. Dans le reste du pays, déjà aux prises avec de multiples guerillas locales.

Le désastre est donc complet. Il ne manquait pour le rendre insupportable à ses responsables que la récession économique qui est venue avec la chute des cours du cuivre. Du coup, le « rédempteur » de Kinshasa s'affole. L'administration américaine a changé. Il n'est plus sûr de ses protecteurs privilégiés. Alors, il renoue avec les intérêts belges. Il recherche un autre allié pour remplacer les « gendarmes du monde » défailants, face à la menace des gendarmes katangais qu'il a laissés en vie.

### LE SILENCE D'HOUPHOUET

A ce dossier accablant, une seule objection peut être faite. La menace soviétique, la présence cubaine ne sont évidemment pas des mythes. Corrompu ou non, M. Mobutu vaut mieux qu'un nouvel Angola. Pour appuyer le plaidoyer on fera appel à l'inquiétude déclarée de Hassan II, à celle du président Sadate. On insistera également sur l'appui dont le président français a bénéficié de la part de nos alliés de l'Afrique francophone.

Ce langage, Georges Sufferit le tient dans *Le Point* avec une belle conviction. Il rappelle en particulier la déclaration d'Houphouet le sage à son hebdomadaire il y a quelques mois : « Les soviétiques n'avancent que lorsqu'il n'y a rien devant eux. Or couper l'Europe de l'Afrique, c'est la séparer de ses matières premières ». Et de répondre au « que faut-il faire » de son interlocuteur par : « Vous réveiller, s'il en est encore temps. Ne pas vous rassurer avec des mots, « détente », par exemple. Vous avez les moyens d'agir ».

Mais alors comment expliquer le silence de l'homme d'Abidjan? Croit-on que si l'entreprise giscardienne avait vraiment répondu à son attente angoissée, le vieil homme ne l'aurait pas fait savoir, de toutes ses forces, par la voix de toutes les radios, ranimant ainsi l'énergie de toute une Afrique désemparée? Si Houphouet s'est tu, alors qu'il aurait pu parler aussi nettement qu'Hassan ou Sadate, c'est que le président ivoirien est inquiet. Giscard l'a-t-il consulté avant de se lancer dans son entreprise? C'est plus que douteux. Et nous avons de bonnes raisons de penser qu'Houphouet désapprouve. Il ne le dira évidemment pas publi-



Houphouet-Boigny : une surprenante discrétion

quement. Mais il n'est pas sûr qu'au sommet franco-africain de Dakar, des choses n'aient pas été dites qui vont à l'opposé de l'opinion commune. Celle de M. Sufferit ou de M. Chevrillon, entre autres.

### LE PIÈGE

Houphouet doit bien sentir le piège. La situation est telle au Zaïre qu'il est fort peu probable que les 1500 soldats marocains puissent faire la décision. Pour engager une action déterminée il faudra infiniment plus d'hommes, d'armes. Et nos avions devront reprendre leur envol vers Kinshasa. Cela Giscard semble l'exclure. Alors, aventure sans lendemain, gadget supplémentaire dans la panoplie des safaris en brousse?

En attendant il y a tous ces hommes qui se battent contre un régime sanglant et ubuesque. Il y a le peuple katangais meurtri uni dans sa volonté de libération et sentant que le moment est venu d'en finir puisque les autres peuples du Zaïre n'en peuvent plus. L'Angola de Neto, Cuba et Moscou les aident et les arment? On ne leur a pas laissé d'autres pos-

sibilités. Et nous voilà dans le camp des oppresseurs.

Est-il si difficile de comprendre que nous sommes en train de faire avancer à grande vitesse l'entreprise soviétique? Nous livrons un peuple à des alliés purement accidentels. Tous nos efforts ne feront que renforcer des liens précaires, une alliance qui pourrait se défaire instantanément.

Une fois de plus, M. Giscard d'Estaing a engagé notre pays dans une aventure qui, si elle se poursuivait, nous enfermerait dans un piège redoutable, sapant radicalement les bases de notre politique africaine. Notre plus sûr intérêt est de nous débarrasser de cet allié impossible, pour renouer avec nos vrais alliés potentiels. Cela suppose un renversement total des perspectives, de l'imagination et de l'audace. Mais l'avenir de l'Afrique requiert le meilleur de notre courage.

Michel DOHIS

(1) Il s'agit du livre de Jules Chome « l'ascension de Mobutu » interdit par le gouvernement français en 1974 et depuis réédité en Belgique.

## l'enfer totalitaire

Lorsque, le 17 avril 1975, Phnom Penh tomba aux mains des Khmers rouges, la chute de la capitale cambodgienne fut célébrée, dans le pays et par de nombreux observateurs étrangers, comme une libération. En même temps que la guerre, c'était le règne de la corruption et de l'impérialisme américain qui prenait fin. Quelques mois plus tard, les témoignages des rescapés du Cambodge faisaient apparaître une autre réalité.

Ces témoignages, François Ponchaud en a recueilli des centaines. Ayant lui-même passé dix ans au Cambodge, vivant à Phnom Penh lors de sa chute de la ville, il a soigneusement analysé et recoupé les faits qui lui étaient exposés. Et son livre (1) constitue une dénonciation précise et terrifiante de la politique adoptée par le « Kampuchéa démocratique ».

Depuis les témoignages des rescapés des camps nazis et soviétiques, il était possible de croire que l'homme avait atteint le dernier cercle de l'enfer totalitaire. La question était qu'il en revienne et que plus jamais une quelconque idéologie les y rejette. Mais, au moment où les complices des bourreaux soviétiques crient — comme autrefois les collabos — qu'ils ne savaient pas (ce qui est faux), le Cambodge montre qu'il peut y avoir une barbarie plus absolue, un système plus infernal encore.

Cela commença par la déportation de la population de Phnom Penh et par la destruction de tous les objets qui pouvaient rappeler l'occident. Puis ce furent les exécutions sommaires et massives de tous les anciens cadres du régime : non seulement les officiers, mais aussi les cadres administratifs qui étaient tout disposés à collaborer avec le nouveau pouvoir. Non par haine ou par

vengeance, mais par souci prophylactique : l'homme de l'ancien régime est pourri et doit être détruit, car « tout ce qui est infecté doit être incisé ».

Les Khmers rouges ont en effet estimé que les méthodes traditionnelles de rééducation (en usage aujourd'hui au Viet-Nam) étaient beaucoup trop lentes. Certains disent même que les femmes et les enfants des « mauvais éléments » ont été également exécutés, afin que tout risque soit éliminé.

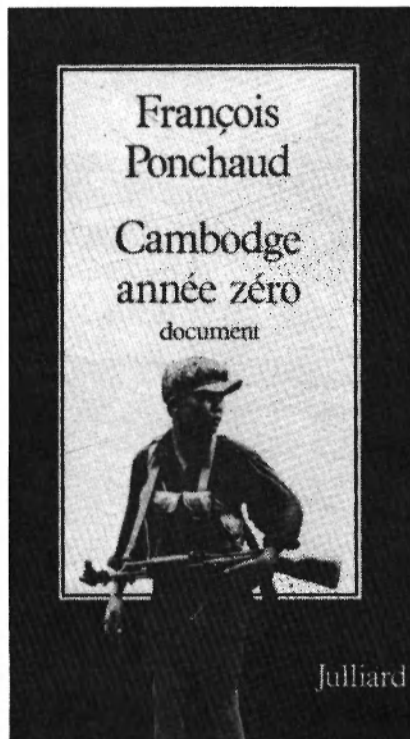
Soigneusement épuré, le peuple cambodgien s'est mis au travail sous la tutelle de l'Angkar, c'est à dire de l'Organisation. Anonyme, l'Angkar est partout. Infaillible, elle punit de mort ceux qui osent la critiquer. « Très intelligente, très éclairée et très juste », elle préside à l'apparition d'un homme nouveau. Ainsi les Cambodgiens sont-ils soumis dans chacun des gestes de leur vie à une organisation totalitaire qui surveille leur travail, leurs loisirs et leur éducation politique.

Le Cambodge serait-il le dernier avatar des révolutions inspirées par le marxisme? La référence existe, bien sûr. Mais, en ce qui concerne le « Kampuchéa démocratique », il faut plutôt parler d'un nationalisme dément, qui s'appuie sur une idéologie poussée à ses plus extrêmes conséquences. Car cette révolution se veut plus radicale que la chinoise, les Vietnamiens vivant au Cambodge ont été renvoyés chez eux, la culture est purgée de toute influence étrangère et l'économie tend vers l'autarcie.

Bilan? Le martyr d'un peuple que nous sommes en train d'oublier.

Yves LANDEVENNEC

(1) François Ponchaud : *Cambodge, année zéro* (Julliard).



## pour en finir avec le moyen-âge

**Serfs courbés, seigneurs chevauchant à travers les champs de blé, pestes et famines, anarchie et « grande nuit » de la culture et de l'esprit, cages de fer et grosses murailles : c'est à peu près tout ce que l'école nous a dit du Moyen âge.**

Le terme englobe pourtant mille ans de notre histoire, dont on ne sait en général, rien de bien précis. D'ailleurs, le « moyennageux », le « féodal », le « médiéval » n'évoquent-ils pas, dans notre langage courant, la réaction la plus noire, et une barbarie sans fond? Alors que l'Antiquité est toujours noble, et que le mot même de « Renaissance » dit bien ce qu'il veut dire...

C'est contre cette masse de clichés, de légendes et de mauvaises habitudes mentales que Régine Pernoud s'insurge dans son dernier livre (1). Avec une vivacité de ton qui fait de cette chartiste un excellent pamphlétaire. Mais ne le savions nous pas depuis se « *Jeanne devant les Cauchon* » (2).

Spécialiste du Moyen âge, Régine Pernoud a décidé d'en finir avec un concept trop vague pour englober mille ans d'une histoire qui fut riche et belle. Belle dans son architecture, depuis Notre Dame de Paris jusqu'au moindre réfectoire, et du plus simple des cloîtres aux plus grandes forteresses. Cela, nous le savons, puisque nous le voyons parfois quotidiennement. Mais nous ignorons presque tout de la littérature médiévale (c'est pourtant dans la période dite du Haut Moyen âge que le livre sous sa forme actuelle fut inventé), du théâtre médiéval (authentiquement populaire), de la musique médiévale (la gamme fut inventée à cette époque). Et la Renaissance, soucieuse d'une simple imitation de l'Antiquité, figée dans le respect de lois immuables, paraît tout à coup moins attrayante face à la spontanéité, à la créativité du Moyen âge.

Mais la féodalité? Elle répondait d'abord à une situation de fait — l'effondrement de l'Empire — elle ne correspond guère aux « descriptions » des idéologues et des romanciers. Loin d'être une anarchie barbare, la féodalité repose sur la solidité du serment, sur la souplesse d'une coutume définie par R. Pernoud comme « un donné », mais un donné vivant, non

figé, toujours susceptible d'évolution sans jamais être soumis à une volonté particulière. C'est aussi la fonction protectrice du château et toute la civilisation qu'il engendre, rurale et courtoise, Et le travail immense — spirituel et matériel — qu'accomplissent les monastères...

Mais les serfs? On oublie d'abord que le servage ne saurait être confondu avec un esclavage qui a disparu au IV<sup>e</sup> siècle... pour réparaître au XVI<sup>e</sup>. Et on ignore que le servus médiéval est une personne, sur laquelle le maître n'a pas droit de vie et de mort. Et si — comme le seigneur — le serf est attaché à une terre qu'il ne peut ni abandonner ni vendre, il a tous les droits d'un homme libre bien que de condition inférieure. Ce qui n'empêchera pas Suger, fils de serf, de gouverner la France pendant la croisade de Louis VII.

Quant aux femmes, leur statut social et juridique ferait aujourd'hui bien des envieuses : ne sont-elles pas chefs politiques comme Aliénor d'Aquitaine et Blanche de Castille, abbesses (et même de couvents d'hommes) ou chef de guerre comme Jeanne d'Arc?

On pourrait longtemps encore énumérer les préjugés dénoncés par une historienne qui se garde toujours d'idéaliser ou « d'idéologiser » le Moyen âge. Une période qui est d'ailleurs mal connue, faute de chercheurs : de la philosophie médiévale à la condition de la femme en passant par le règne de Saint-Louis (le plus méconnu des rois) subsiste un champ immense à peine défriché. En détruisant les mythes forgés par le « Manifeste communiste » comme par les manuels scolaires, Régine Pernoud montre le chemin.

B. LA RICHARDAIS

(1) Régine Pernoud : *Pour en finir avec le Moyen âge* — Ed. Seuil - (prix franco 35 F)

(2) Ed. du Seuil (prix franco 20 F).

— Ces livres peuvent être commandés en écrivant au journal.

## mercredis de la n.a.f.

Nos lecteurs et sympathisants sont invités à participer aux « Mercredis de la N.A.F. » tous les mercredis... Ces réunions ont lieu dans nos locaux, 17, rue des petits-Champs, 75001 Paris (métro Palais-Royal ou Bourse), 4<sup>e</sup> étage.

A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet. La conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 heures précises.

- **4 mai : « La cause des femmes » débat avec la participation de Régine Judicis et Bénédicte Heliez.**
- **11 mai : « L'absolutisme royal » conférence d'Arnaud Fabre.**
- **18 mai : « Naissance d'une ville nouvelle : le Vaudreuil » conférence-débat animé par le groupe urbanisme.**



# mai 1429

# mai 1977

# jeanne d'arc...!

A l'occasion de cette grande fête, il ne s'agit pas de retracer l'histoire de Jeanne d'Arc, mais bien plutôt de saisir le sens d'une telle célébration pour un royaliste et un chrétien. Le destin de Jeanne nous appelle à nous lever et à marcher, mais en lui demeure, avant les succès politiques et guerriers, la question du tragique.

Malgré l'évidence, l'histoire de Jeanne stimule et renverse à la fois, parce qu'elle est fondamentalement tragique. Nous ne pouvons, comme les livres d'histoire, découper sa vie en moments plus ou moins essentiels avec en marge Domrémy et au centre les préoccupations historiques sur Orléans, Reims et finalement Rouen. Non, l'histoire de Jeanne reste une totalité indivisible et la période héroïque continue celle de son village natal. Jeanne dépasse le bon stratège, le capitaine victorieux, car si elle est efficace dans sa technique militaire, c'est bien parce qu'il existe quelque chose de beaucoup plus profond qui conditionne les victoires et qui depuis toujours annonce sa fin, sa solitude absolue. Alors que Jeanne vivait en communion avec ses saintes et son Dieu à travers la présence harmonieuse de visages connus, son destin de communion se changea en destin de totale solitude du jour où les voix lui dirent « Jeanne va au secours du roi de France, et tu lui rendras son royaume » ; le destin serein auquel elle aspirait se changea en destin historique appelé au martyr à la sainteté.

## UNE SOLITUDE DE SAINTE

Du jour où les voix lui parlent; Jeanne s'est coupée du reste du monde, il n'y a plus qu'un rapport absolu entre Dieu et elle, quand bien même elle déciderait de ne pas suivre les voix. Elle se voit alors dans l'impossibilité de formuler ce qu'elle vit dans une langue qui ne peut rendre intelligible une situation infiniment particulière. Pour Jeanne, le tragique est double, car, d'une part, décider de suivre les voix c'est admettre la guerre et donc s'opposer à l'exigence chrétienne de la paix, et d'autre part, ce à quoi elle renoncera, les voix ou la maison paternelle continuera de peser au-delà même de la décision. Dans les deux cas, elle désobéit: Le combat intérieur qu'elle mena pendant près de cinq ans avant de décider dut sans cesse la diviser. Michelet écrit à ce sujet: — « Ce fut là sans doute sans plus grand combat ». Si le destin de Jeanne est tragique, c'est parce qu'elle éprouve sa liberté avant d'autant plus d'intensité que les voix lui parlaient. D'aucun diront que les saintes interdisent la décision libre sous pré-

texte qu'elle serait une détermination. Mais bien au contraire, c'est justement parce qu'elles interviennent que la possibilité de dire non grandit la liberté.

## UN TRAGIQUE TOTALEMENT ASSUMÉ

L'acte que Jeanne pose est vraiment libre et non pas tel un objet que l'on acquiert définitivement mais parce qu'il s'exprime dans une durée historique. Combien de fois Jeanne dut penser à Domrémy, elle cria quelque part: « Je voudrais bien qu'il plut à Dieu que je m'en allasse garder les moutons avec ma sœur et mes frères ». Jeanne se déclare au service de la volonté divine, mais elle se le déclare avec ce brin de nostalgie pour lequel elle pouvait sans doute tout abandonner. De plus elle connaissait la nécessité de sa mort. Elle dit à l'archevêque à Reims: « Si je dois mourir je serais heureuse que l'on m'enterre ici ». Si elle avoue ouvertement cette nécessité qui, par pudeur, est présentée comme une éventualité c'est que, dès le début elle prévoyait son destin. Elle savait que sa tâche accomplie sa sainteté était en danger. Le caractère tragique du destin de Jeanne s'amplifie à mesure qu'elle prévoit son avenir, la liberté qu'elle affirme dans la décision de demeurer confiante se renforce tout autant. Tout le tragique de l'histoire de Jeanne se ramène en une claire vision de son propre destin et dans la décision de demeurer; l'épreuve de sa mort ferme le cercle de son existence et fait crier sa sainteté en perpétuant dans le temps l'efficacité de sa force.

La solitude de Jeanne n'a cessé de croître jusqu'au procès où elle vécut pendant quelques instants, lors de la condamnation par la curia anglaise, dans un terrible rire, le plus grand des abandons, le silence des saintes et l'angoisse de l'erreur absolue: « Mes voix m'ont trompée! » — Elle rit! Oui elle rit et il fallut tout le style de Bernanos (1) pour en quelques lignes, décrire prodigieusement bien l'expression de vide absolu sur un visage humain que peut-être le rire. Mais ce qui tient du miracle, ce qui marque la sainteté de Jeanne, c'est tout le mouvement qui relie ce rire, au cri, à l'affirmation ultime de Jeanne sur le bûcher: « Oui mes voix étaient de Dieu, elles ne m'ont pas trompée! ».



Jeanne d'Arc aujourd'hui ?

## LA LIBERTÉ QUI CONQUIERT

Aujourd'hui, chrétiens, royalistes, après plus de cinq siècles nous renouons avec la célébration de la fête de Jeanne d'Arc; cette décision n'est en rien gratuite, elle signifie le désir de continuer un combat pour l'unité française autour de son Roi Maurras remarque très justement le bon sens politique de Jeanne lorsqu'elle ordonna le sacre du dauphin au lieu de la libération de la Normandie qui tendait la décision des capitaines de guerre. Avant tout le Roi! Elle choisit le principe de l'Histoire elle-même, et ce choix reste éclairant. Mais en deça de l'urgence et du primat du Roi, il existe dans le destin de Jeanne, grandi jusqu'au martyr, l'appel à l'Histoire. Jeanne nous tire violemment de chez nous, de notre sécurité et de notre faux équilibre, pour l'Histoire, pour cette Histoire qui crée, réalise, « transforme les hommes » comme l'écrit Malraux; pour l'Histoire de la liberté, celle qui s'éprouve et se conquiert — s'éprouve

dans la dure décision de quitter son fau-teuil, et se conquiert dans le temps. Le destin de Jeanne, c'est l'épreuve tragique de sa liberté mais c'est l'épreuve qui construit et qui sauve « Sortez de chez vous! » nous ordonne-t-elle. Retrouver la verticalité et la force avec une sainte guerrière, cela peut surprendre les sentimentaux poisseux que Léon Bloy injuriait, lui qui écrivait: « Moi je dis que la charité consiste à vociférer et que le véritable amour est implacable ». C'est sévère mais tous ces chrétiens aux mains moites, tous ces royalistes fatigués, exigent la répétition de certaines vérités. La condition d'une révolution royaliste se définit dans une marche en avant et non dans la remorque des hommes de pouvoir et de savoir. Construire sans concilier, exiger et non vouloir! Imprégnons nous pour cela de la force et de la foi de Jeanne. Sainte Jeanne de Dieu, Capitaine d'Arc de France et du Roi, nous te saluons.

Philippe CURNARIE

(1) Georges Bernanos « Scandale de la vérité ».

## à pomerols, le 8 mai

Cette année, le dimanche 8 mai, renouant avec une vieille tradition, notre ami Abel Pomarède organise à Pomerols (Hérault) la fête de Jeanne d'Arc. Après une messe, célébrée à 10 heures, aura lieu un banquet sous la présidence de Gustave Thibon avec la participa-

tion de plusieurs responsables du mouvement royaliste. Participation aux frais: 50 F (étudiants 40 F). Inscriptions auprès d'Abel Pomarède, 34810 Pomerols. Nous invitons tous nos lecteurs et sympathisants à venir témoigner, par leur présence, de la vitalité de la N.A.F.

# libération : ici et ailleurs

**Il n'y a aujourd'hui en France qu'un quotidien dont ont puisse attendre quelque chose, c'est Libération.**

Une impression chaque fois répétée confirme cet espoir : j'ai longtemps lu Libé avec attendrissement et irritation. Au reste, il semble que l'impression ait été partagée par beaucoup. — c'est bon signe qu'un journal agace. La part d'irritation tendant à se réduire ces jours-ci, l'attendrissement fait bientôt paraître autant d'espoir que de sévérité. L'examen des observations ci-après devrait montrer que cet espoir n'est pas vain.

## DU MILITANT AU JOURNALISTE

Deux constatations immédiates appuient notre jugement. D'une part, le seul qui, historiquement, ad-vienne de quelque part ; au lieu de ses confrères chez qui l'origine est datée, mais non manifeste. Par ailleurs, les « jours tranquilles à Libé » ne doivent pas faire illusion. Il continue de s'y passer des choses. Le journal n'est pas pur support d'information, il témoigne d'une information éprouvée à travers un contact permanent avec ses lecteurs. Une manière de contre-journalisme qu'exprimait bien le millième numéro. L'équipe du quotidien et ses lecteurs ne se sont pas cachés la route à faire.

Dans les années 72 et 73, les tâches d'information qui mobilisent la presse issue, de loin en loin, de 68 continuent d'obéir à des impératifs militants. Naturellement, le premier Libé n'échappe pas à ce climat. L'extrême gauche hérite d'abord de 68 une certaine fièvre qui ne trouve pas à s'exprimer hors des lexiques et références traditionnelles. La distance manquait à cette époque riche d'événements. Il faudra connaître l'éprouvant creux de l'après-mai pour s'arracher au vocabulaire d'un autre temps. Doit-on rappeler qu'à deux reprises Libération faillit disparaître ? L'aventure continua grâce au secours des lecteurs. Soutien



décisif tant au niveau financier qu'en ce qui regarde l'avenir d'un journal qui, de plus en plus tourné vers l'extérieur, ne pouvait ignorer les mouvements de fond qui travaillent alors la France des luttes. L'après-mai va ainsi marquer la déconfiture du discours politique traditionnel. L'exemple d'Actuel aura encouragé Libé à quitter les ornières du charabia militant en même temps qu'il ralliait à lui un public en dérive. Témoignent de cet héritage : le courrier quotidien et les petites annonces gratuites. Des innovations se font jour. Au lieu de traiter exclusivement l'information vomie par les téléx, les rédacteurs s'emploient à la provoquer. C'est à cette pratique de l'écoute que, par exemple, nous devons la chronique des flagrants délits, les pages d'annonces du samedi destinées aux taulards, des enquêtes peu ordinaires : le vol dans les entreprises, les bains publics, une expérience d'énergie microbienne dans le Var, etc.

Libération touche maintenant un public de quelques dizaines de milliers de lecteurs. Pourquoi Libé n'est pas un journal comme les autres : à cause de son origine et surtout, du fait de son type de fonctionnement : le quotidien traduit une histoire qui se vit et se

débat réellement tous les jours. De la sorte outre de flot des nouvelles générales, la rue de Lorraine travaille à délivrer chaque matin l'état des débats, des contradictions, que vivent lecteurs et journalistes. En revanche, il n'est pas étonnant que cet échange permanent entre le journal et ses lecteurs fasse apparaître un ton et un genre de démarche qui tournent vite au stéréotype. Autrement dit, cultiver un ton « libé » ne peut que favoriser des phénomènes d'identification et de mimétisme. L'histoire risque alors de se jouer à huis clos. Grandeur et misère de l'institution : Libé est la seule aventure issue de 68 qui ait rempli son objectif (restituer une parole ; servir les luttes

annonces répondent à ce souci d'approcher au plus près une réalité mouvante, et sont en temps occasions de rencontre, lieux de la mise en présence. Deux autres aspects méritent d'être notés. L'intégration du commentaire à l'intérieur du récit : l'événement n'est pas analysé, il est vu et senti. L'écriture enfin, presque tout s'écrit à la première personne : il y a toujours quelqu'un au bout du fil.

## LIBÉ AU FUTUR

Le 12 avril, à l'occasion de la millième édition de Libé, son rédacteur en chef — celui qui veille le journal depuis ses débuts — Serge July publiait une autocritique d'une rare lucidité. Il n'est pas courant de voir un « responsable » impliqué jusqu'au cou dans une entreprise prendre ses distances avec celle-ci pour la mesurer au plus près. Il faut saluer l'exploit. July ne se cache pas la mauvaise pente que nous dénonçons tout-à-l'heure. Les lecteurs non plus : « Et puis, comment savoir qui c'est qui a raison, Foucault ou Baudrillard? N'y a-t-il que du pouvoir ou bien le pouvoir est-il déjà mort? D'ailleurs, s'agit-il toujours d'avoir raison, de passer sa vie à se contredire, à se déchirer d'une marge à l'autre? Quelle pelote d'épingles ça doit être, tes conseils de rédaction, mon cher Libé! Avec naturellement des compromis et des armistices. Mais où trouve-t-on encore de la libération dans le miroir que tu nous donnes de nos luttes intestines? Se libérer n'est plus la question. On voit bien qu'il faut surtout se trouver à toute force un ennemi. Nous ne savons plus exprimer que des désaccords. Ainsi se multiplient les ghettos à l'infini jusqu'à ce que chacun devienne son propre ghetto. » La clôture du discours protestataire entretient l'institution, mais on n'y lit aucun futur. Tout continue de se jouer non seulement contre nous, mais hors de nous. July prévient de cet isolement. Vrai, l'enquête n'a pas encore été poussée assez loin, nous voulons dire assez près : « Et si les journalistes de Libération se lançaient à corps perdu dans la réalité française, si vous nous disiez à quoi ressemble la France d'aujourd'hui, ce pays que nous connaissons si mal. » Comment rapporter la France des luttes aux luttes de la France? Qu'est-ce qui grouille là-dessous? C'est Godard qui a raison : difficile de voir ailleurs sans voir ici. Voir ici pour ne manquer ni l'ici ni l'ailleurs. Pour ne pas manquer l'histoire. Encore une fois.

Philippe DELAROCHE

en marge (femmes, immigrés, prisonniers, homosexuels, etc...) au moment même où se précise le danger d'un isolement : l'institution tend à se reproduire.

## S'APPROCHER

A quoi répond Libération? Surtout pas à une ligne et pas encore à un projet. Il lui reconnaît un souci de la mise-en-présence. Achever Libé presque tous les jours au même endroit, ce n'est pas seulement marquer sa fidélité à un titre, c'est renouer avec un monde. L'explosion d'un monde de rages, de détresse sans voile. Aucun quotidien n'a osé le faire, parce que la société du spectacle ne veut s'adresser qu'à un mythique « lecteur moyen » qui ne s'exprime jamais qu'en marquant son adhésion ou sa réserve. La moyenne en tout et personne au bout du fil. Avec Libération, l'extériorité (la manière d'être de l'extérieur, du public) rentre et investit l'intérieur. Il ne s'agit plus de livrer un produit fini répondant en tous points à l'image de marque, mais d'introduire le lecteur dans les murs. Lire, c'est assister à un travail en cours. Par exemple, ce sera noter la réflexion d'une claviste à propos de l'article qu'elle vient de composer. Le courrier quotidien et les petites

# la n.a.f. en mouvement

## jeunes royalistes

### Science Po :

Après leur réunion d'information jeudi dernier, les étudiants royalistes de l'Institut de la rue Saint-Guillaume ont décidé de continuer à affirmer de plus en plus leur présence. Tout étudiant sympathisant de la N.A.F. peut prendre contact en écrivant à J. Destouches, N.A.F. 17, rue des Petits Champs Paris 75001.

### Tolbiac :

Réunion avec Gérard Leclerc dans la faculté de Tolbiac (métro Tolbiac) le jeudi 28 avril à 12 heures.

### Faculté de Sceaux :

Réunion avec Gérard Leclerc le mercredi 4 mai à 12 h 15.

## metz

Dîner-débat le vendredi 6 mai avec le **Général Gallois** sur le thème «Quelle défense nationale pour la France?», participation de Bertrand Renouvin.

Le dîner aura lieu au «Relais du Parc» 73, rue de Pont à Mousson à Montigny-les-Metz (Route de Nancy). Participation aux frais : 40 F — Renseignements et inscriptions auprès de Michel Retzmanick, 16 rue Emile Boilvin, 57000 Metz - Téléphone 69.18.45

## «silence, on coule»

C'était le titre du dernier numéro de «Combat» quand ce quotidien a du se saborder il y a quelques années devant les difficultés financières. J'espère bien que ce ne sera jamais ce que nous devons écrire à la «une» de Royaliste, notre journal, votre journal.

Et pourtant ! Et pourtant il faut que vous sachiez que le coût de chaque numéro du journal que vous recevez est aujourd'hui de près de 7 000 F pour les seuls frais de fabrication, soit en deux ans plus de 25% d'augmentation. Il faut que vous sachiez que cette somme va encore augmenter sensiblement dans les mois à venir. Parallèlement nous n'avons pas hésité ces derniers temps à engager des frais importants : Journées royalistes 30 000 F, élections municipales 20 000 F, sans parler bien sûr de nos dépenses habituelles : nouvelles affiches, organisation de sessions, de réunions, budget de fonctionnement administratif et de propagande ; or tous ces postes sont en augmentation parfois dans des proportions énormes. Alors que faire ?

Si nous écoutions les timorés ou même les sages, nous devrions restreindre notre budget, diminuer le nombre de pages du journal ou espacer sa parution, augmenter le prix de vente et celui des abonnements ; renoncer à engager de nouvelles actions ou de nouvelles campagnes.

Eh bien, suivant une vieille tradition de la N.A.F., nous ne les écouterons pas, nous ne sacrifierons pas notre croissance et notre développement sur l'autel de la Raison. Nous ne renoncerons pas à rechercher des sympathisants nouveaux, à aller chercher les Français actifs où ils se trouvent, à essayer de faire partager notre projet par un nombre toujours plus grand de nos compatriotes.

C'est pour cela qu'il y a un mois et demi, là aussi suivant une vieille tradition de la N.A.F., nous avons fait appel à nos lecteurs pour qu'ils nous aident et nous apportent, par leurs souscriptions et leurs dons, 25 000 F avant la fin du mois d'avril.

Sans doute je ne m'étais pas bien fait comprendre, sans doute nos lecteurs sont eux-mêmes sollicités de toute part, mais aujourd'hui seulement 73 d'entre eux ont réagi (!) et la souscription, qui devrait être terminée, n'a rapporté que 8800 F, nous mettant dans une situation périlleuse.

Alors ? Alors il faut se réveiller et se réveiller rapidement. Nous avons pu faire patienter un peu nos créanciers et repousser quelques échéances pressantes, mais nous ne pourrions le faire indéfiniment. Alors, dès aujourd'hui, aidez-nous à franchir ce cap des 25 000 F. Dès aujourd'hui envoyez-nous votre souscription, la plus généreuse possible, pour que jamais nous ne soyons obligés de titrer comme «Combat».

**Yvan AUMONT**

P.S. Adressez vos dons et souscriptions à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits Champs, 75001 Paris-C.C.P. Paris 18 104 06 en précisant «pour la souscription».

## liste de souscription

J. Challey 75 F — Anonyme Troyes 10F  
Prébois 5 F — Anonyme 15\* 15 F —  
L. Robert 30 F — P. Honoré 20 F —  
Anonyme Orléans 20 F — Anonyme 9\*  
20 F — P. Beauvais 20 F — J.C.  
Auberger 10 F — anonyme Clamart  
120 F — J. Beaume 1000 F — S.  
Delaruelle 15 F — Taupenas 10 F —  
G. Lefur 25 F — H. Houzet 120 F —  
F. Mirc 400 F — J.J. Bimont 66 F —  
F. Aimard 300 F — Anonyme 20\*  
20 F — A. Solari 65 F — R. Moriniere  
200 F — Mme Jannin 232 F — Chinetti  
470 F — Vairel 50 F — F. Algoud 100 F  
— Anonyme 16\* 20 F — Chigot 50 F —  
J. Lubin 50 F — Anonyme Bayonne  
20 F — Rémy 45 F — H. de Chazelle  
100 F — Mme Talneau 200 F — D.  
Meunier 50 F — L. Rey 10 F — H.  
Lerat 30 F — Y. Alexandrov 50 F —  
Gueguen 58 F — J.M. Guemené 100 F  
— Anonyme Antilles 35 F — Anonyme  
Saint-Maur 20 F — P. Arvis 300 F —  
P. Monet 50 F — Brejon de Lavergnée  
70 F — P. Lapébie 20 F — J.P.  
Bellanger 10 F — Anonyme Manche  
20 F — Anonyme Eure 20 F — P.  
Tachon 20 F — Cdt Buffet 200 F —  
H. Moncozet 30 F — J. Monville 50 F  
— J. Pidancet 5 F — F. Bessiere 40 F —  
M. Cloup 20 F — J. Remacle 100 F —  
J.M. Bertrand 20 F — Mme Gorliez  
175 F — P. Isambert 200 F — N.  
Buisson 10 F — B. Bonnier 100 F —  
J. Durand 50 F — Anonyme Cotes-du  
Nord 20 F — Anonyme Morbihan 100 F  
Anonyme Bayonne 25 F — G. Villaume  
120 F — Anonyme Nice 10 F — J. de  
Monneron 200 F — R. Vollmer 30 F —  
P. Sauterey 1000 F — D. Renault 50 F —  
G. Tailleur 50 F — P. Chazard 1500 F.

Total de cette liste : 8871 F

## bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, «La lettre royaliste», publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F.), 6 mois (45 F.), un an (80 F.), de soutien (150 F.) \*

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

ROYALISTE, 17 Rue des Petits Champs, 75001 Paris — C.C.P. 1810406 N Paris





par  
bertrand  
renouvin

## en attendant la gauche

M. Barre se révélerait-il, dans la pratique, inférieur à sa réputation de « meilleur économiste français » ? Sept mois après sa prise de fonction, il faut bien convenir que la situation économique est moins que brillante. Sans doute le Premier Ministre n'est pas responsable de la politique giscardienne antérieure — catastrophique à tous égards — et de la gestion laxiste du ministre des Finances de Georges Pompidou — dont la responsabilité a été lourde dans l'accélération de l'inflation.

Il n'en demeure pas moins politiquement responsable, depuis que le Président de la République a choisi de faire de son Premier Ministre un bouclier. Et le bilan qu'il faut dresser au moment de l'élaboration d'un plan de onze mois est particulièrement négatif : alors que la direction d'Usinor annonce la suppression de 3 000 emplois à Thionville mettant le gouvernement devant le fait accompli, les statistiques de l'UNEDIC pour le mois de mars font apparaître une augmentation de 4% du nombre des bénéficiaires de l'allocation-chômage (+ 20 000 personnes) soit un accroissement de 24% (+ 103 000) en cinq mois. Et le chômage des jeunes devient chaque jour plus angoissant quand on sait qu'il représente, dans certaines régions, 60% du nombre total des « demandeurs d'emploi ». Imagine-t-on l'effroyable gâchis de talents, de compétences, d'enthousiasmes que cachent ces chiffres froids ? Les récentes tentatives de suicide de jeunes chômeurs en disent plus long que n'importe quel discours, et disqualifient ce régime plus radicalement qu'un revers électoral.

### VERS L'EXPLOSION ?

Et rien, dans notre économie, ne permet d'espérer la fin de la crise, que le pouvoir nous annonce pourtant depuis bientôt trois ans : ni le niveau de la production industrielle (en baisse), ni le taux prévu de la croissance économique (+ 3%), ni les perspectives d'embauche (en baisse de 0,5% en 1977), ni même le taux d'inflation puisqu'on s'attend à une hausse des prix de détail. Rassurons-nous cependant : tous ne sont pas atteints. Les banques en particulier ont fait cette année des profits exceptionnels — qu'elles ont toutes les peines du monde à masquer dans leurs bilans. Ce qui leur permet de consentir à leurs employés des augmentations substantielles : 0,17% à la BNP cette année, soit l'équivalent « d'un double express servi au comptoir » comme l'a souligné un personnel reconnaissant.

A lire ces chiffres, on en vient à se demander si l'explosion sociale n'est pas imminente. C'est vrai : les grèves sont plus nombreuses et les syndicats haussent le ton, tandis que le gouvernement et le patronat durcissent leur attitude : M. Barre refuse de recevoir la CGT et la CFDT tandis que des chefs d'entreprise n'hésitent pas à faire appel à la police, à menacer ou à licencier les mécontents. A force de serrer le cou-vercle, fera-t-on sauter la marmite ?

Ce n'est pas sûr. D'abord parce que la crainte du chômage est, pour les salariés, une incitation à la sagesse. Ensuite parce que les syndicats ne cherchent pas nécessairement l'épreuve de force. Sans doute, dans un climat social aussi tendu, les confédérations cherchent-elles à relancer l'action revendicative. Mais une explosion incontrôlée, dans le style de Mai 1968, risquerait de compromettre les chances de la gauche en mars prochain. D'où une stratégie délicate, visant une mobilisation sans débordement possible, en attendant la victoire de la gauche. Telles sont les intentions. Mais il arrive que les états-majors syndicaux soient obligés de suivre leurs troupes...

### TOUJOURS MALTHUS

C'est dans ce climat incertain que le pouvoir prépare son « plan de onze mois » (onze et non plus douze puisqu'il a déjà perdu plusieurs semaines). Le choix d'un tel délai dit bien que, du côté de l'Élysée aussi, tout est suspendu à l'échéance de mars 1978 : agir sur onze mois, c'est montrer qu'on ne croit guère à un « après », c'est se contenter d'un pilotage à courte vue, en tentant simplement d'effacer les impressions les plus désastreuses.

Ainsi la question du chômage. Comme pour l'inflation, le gouvernement va s'efforcer de parer au plus pressé, en s'attaquant plus aux effets qu'aux causes, et en cherchant avant tout de bons résultats statis-

tiques. Par exemple, les propositions actuellement étudiées portent sur des mises à la retraite anticipée, sur le renvoi de travailleurs étrangers et sur des aides financières sélectives. C'est dire qu'on s'apprête à choisir une politique satisfaisante pour les syndicats comme pour le patronat, mais ponctuelle et malthusienne :

**Ponctuelle** parce que le gouvernement, par peur de l'inflation, refuse de mener une véritable politique de développement économique. Alors que, contrairement aux idées reçues, ce sont les progrès de productivité, l'expansion des industries de pointe et la mise au point d'un véritable projet industriel qui permettra de résorber le chômage en augmentant la richesse nationale. Mais le gouvernement Barre, faute de temps, faute aussi d'une impulsion politique, préfère distribuer des subventions dont il sera difficile de mesurer les effets sur le chômage.

— **Malthusienne** parce que, une fois de plus, on va faire reposer une partie de la politique de l'emploi sur la chasse à ces éternels gêneurs que sont les vieux et les immigrés. C'est-à-dire qu'on va déplacer le problème en créant des chômeurs à l'étranger (ce qui n'est pas notre intérêt à long terme) et en appelant « retraités » des chômeurs de plus de 60 ans. Je ne parle pas des répercussions humaines de telles décisions... D'ailleurs, est-on bien sûr que la mise à la retraite d'un homme de 60 ans se traduira automatiquement par l'embauche d'un jeune de 20 ans ? Les problèmes d'emploi, qui sont des problèmes d'adaptation, sont trop complexes pour être réduits à ces équations grossières. Et la sollicitude de façade de nos gouvernants ne pourra pas longtemps cacher leur politique de régression.

### SURSIS

Politique qui est d'ailleurs reprise par le groupe « Entreprise et progrès » : ce cénacle à la réputation très progressiste vient de proposer — outre les classiques mises à la retraite obligatoires — l'abandon de leur emploi par les jeunes mères et l'envoi des jeunes à l'étranger, avec subventions à l'appui bien sûr. Autant de manières pour le capitalisme de se débarrasser des « excédents »... avec l'argent de l'État. Un gouvernement rétrograde et un patronat malthusien se rejoignent ainsi dans un même refus de l'investissement productif et d'un projet de développement économique. Mais peu importe puisqu'il s'agit d'obtenir, dans onze mois, un sursis.

Alors, l'explosion ne se produira peut-être pas. La révolution n'en sera que plus nécessaire. Révolution des structures et des mentalités, qui ne devra épargner aucune routine, et aucun privilège. Mais alors que peut-on attendre d'une gauche qui est dirigée par trop de bureaucrates, trop de technocrates, trop de privilégiés ?

**Bertrand RENOUVIN**